

Parcoursup, la machine à broyer

L'accès à l'enseignement supérieur via le classement des lycéens est coûteux et stressant pour les familles. Il favorise des orientations à court terme.

P. 6

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

GETTY IMAGES



POLITIQUE & SOCIÉTÉ

Parcoursup, arme de démotivation massive

ÉDUCATION L'accès à l'enseignement supérieur via le classement des lycéens est coûteux, source d'inquiétudes, et risque de favoriser des orientations à court terme, selon une note publiée mercredi par le collectif Nos services publics.

Quelle réforme avec quels résultats pour les jeunes, leurs enseignants et, au-delà, pour toute la société ? Alors que les élèves de terminale commencent à prendre connaissance des premières réponses de Parcoursup à leurs demandes d'inscription dans le supérieur, le collectif de hauts fonctionnaires Nos services publics donne des premiers éléments de réponse. L'étude qu'il a rendue publique mercredi 1^{er} juin, basée sur l'examen des réponses de 375 enseignants du secondaire, permet de mieux comprendre les changements structurels apportés, sous couvert de réponses techniques par la mise en place, en 2017, de ce nouvel algorithme.

Première conséquence de la mise en place de Parcoursup, qui devait en finir avec les tirages au sort qui existaient à la marge dans APB, le système précédent : « Le remplacement de la logique d'affectation des élèves selon leurs préférences par une logique de "file d'attente" selon leur classement », note l'étude. Désormais, l'affectation d'un élève « dépend moins de la précision de son projet d'orientation ou de ses motiva-

tions que des places dans les classements et des listes d'appel de chaque formation ».

« LES SOUTENIR PSYCHOLOGIQUEMENT PARCE QU'IL NE FAUT PAS QU'ILS SE DÉCOURAGENT »

Ce changement de logique est d'abord une façon de gérer la pénurie. Autrement dit, il s'agit de répartir le nombre croissant de bacheliers dans un nombre de places dans l'enseignement supérieur resté inchangé faute d'investissements. Il va d'ailleurs de pair avec l'inclusion d'un nombre croissant de formations sur la plateforme. « Avec Parcoursup, la procédure a été étendue aux filières non sélectives, puis à celles fournies par le privé. L'idée est désormais d'y intégrer toutes les formations, même quand elles ne donnent pas de diplôme reconnu au niveau national », explique Julien Gossa, maître de conférences en informatique à l'université de Strasbourg, qui a participé à l'étude.

Autre problème, Parcoursup fait durer le processus de sélection pendant des semaines, entraînant une perte de sens pour les élèves. « Avec APB, 80 % des affectations étaient



fournies en moins de 48 heures, et elles étaient définitives. Désormais, les élèves reçoivent des propositions au fil de l'eau et doivent réagir en conséquence sur une période d'un mois et demi», résume Julien Gossa. Pour les élèves qui n'ont pas de réponse positive ou qui sont sur liste d'attente, soit plus de la moitié des candidats, il faut réagir très vite pour poser de nouvelles candidatures et trouver la stratégie adaptée.

L'exercice est d'autant plus complexe qu'à une logique nationale, Parcoursup a substitué 15 000 algorithmes locaux au sein des universités qui répondent chacun à des logiques propres et opaques. « Ne pas être pris dans une formation dans laquelle on s'est projeté est un moment très difficile, à plus forte raison quand on ne comprend pas pourquoi », atteste Emmanuel Zemmour, enseignant dans un lycée des Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Les conséquences de cette course au classement sont nombreuses. Car elle entraîne d'abord un surcroît de travail pour l'ensemble du personnel éducatif, qui doit former et accompagner

à l'utilisation de Parcoursup au détriment des heures de travail scolaire. « Nous sommes obligés de renoncer à des heures de cours pour aider les élèves à prendre en main la plateforme, qui est complexe, à rédiger leurs 20 lettres de motivation. Et au final, on passe plus de temps à en expliquer les subtilités, à tenter de répondre à ses exigences, qu'à faire un vrai travail de formation et d'orientation. Et quand ils ont leurs résultats, il y a un vrai travail de soutien psychologique, parce qu'il ne faut surtout pas qu'ils se découragent », note Emmanuel Zemmour. En tout, le collectif Nos services publics a calculé que les enseignants ont passé 2,5 millions d'heures à cette tâche en 2021, soit l'équivalent de 100 millions d'euros. Au-delà du coût, toute la relation pédagogique est parasitée par l'obsession légitime des élèves et de leurs parents de bien figurer dans le classement. Emmanuel Zemmour évoque ainsi « une peur de l'évaluation qui n'est plus perçue comme un outil pour progresser, mais des tentatives d'évitement et des négociations virulentes des parents ».

Au-delà de ces conséquences immédiates, faire prévaloir le choix de l'État sur celui des élèves en matière de formation induit une certaine vision de la société. Derrière cette option se profile la volonté de cantonner une partie des jeunes aux fonctions requises par le marché du travail. Un choix contestable dans une société en mouvement et qui va devoir répondre à de nouveaux défis, à commencer par celui du changement climatique. « Est-ce que l'État est capable

de bien orienter la formation pour les quarante années à venir ? s'interroge Arnaud Bontemps, coporte-parole de Nos services publics, qui souligne par exemple les conséquences désastreuses de la limitation du nombre d'étudiants dans la filière sanitaire. Pour le collectif, il est indispensable, au contraire, de remettre le choix des élèves au centre de leur orientation. Comme le résume Prune Helfter-Noah, autre porte-parole du collectif, « il est temps de se saisir de l'opportunité que constitue la massification scolaire pour accroître enfin les places dans l'enseignement secondaire public ».

CAMILLE BAUER

**Il y a la volonté
de cantonner une
partie des jeunes
aux fonctions
requises par le
marché du travail.**



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

A une logique nationale, la plateforme de sélection a substitué 15 000 algorithmes locaux au sein des universités qui répondent chacun à des méthodes propres et opaques. COMESITTLER/RÉA

